

Finally, there is the recently created Defence Program Review Committee, also chaired by the Assistant to the President for National Security Affairs. Its function is to carry out studies of defence policy in response to National Security Study Memorandums (NSSMs). The NSSMs direct studies normally for NSC consideration, and depending upon the issue, they would go to the Defence Program Review Committee rather than the NSC Review Group.

While the channel for major policy planning leads upward from the IG, Europe through the NSC Review Group, to the National Security Council and thus to the President, or alternatively through the Under Secretaries Committee to the Secretary of State, it should be recalled that there is still the regular administrative channel indicated in Appendix "B". The latter is used for less crucial issues, and in fact, most matters relating to Canada follow this route.

Many other administrative units of government, within and without the Department of State, have an interest in Canada to a greater or lesser degree, and some of them have Canadian specialists, or at least, officials with a special responsibility for matters relating to Canada. Thus, the Legal Adviser of the State Department must concern himself with treaties with Canada, the Bureau of Economic Affairs of the State Department with trade and financial matters between the two countries, etc... The Treasury Department and the Federal Reserve Board are interested in the balance of payments with Canada, the Department of Commerce in the tariff structure between the two countries, the Department of Agriculture in farm production and marketing. There are something approximating Canadian "desks" in the Treasury, the Department of Commerce, the Federal Reserve Board, and the International Security Affairs section of the Department of Defence.

Because of the close co-operation between the United States and Canada in military matters, the

directement au Conseil de la sécurité nationale s'il y a divergence d'opinions, mais il prend en général ses propres décisions à l'égard de l'activité interministérielle à l'étranger.

Il y a enfin le Comité d'étude des programmes de défense qui vient d'être établi et qui est lui aussi présidé par l'adjoint présidentiel aux Affaires de sécurité nationale. Son rôle est de faire des études sur des questions de politique de défense qui lui sont soumises sous forme de Mémoires sur l'étude de la sécurité nationale (NSSM). Ces mémoires prescrivent des études qui seront normalement prises en considération par le Conseil de la sécurité nationale et, selon la nature du problème en cause, les études seront ensuite confiées au Comité d'étude des programmes de défense plutôt qu'au Groupe d'étude du Conseil de la sécurité nationale.

Bien que la planification de la politique de première importance s'achemine vers les échelons supérieurs à partir du Groupe interministériel chargé des affaires d'Europe, en passant par le Groupe d'étude du Conseil de la sécurité nationale, puis entre les mains du Conseil de la sécurité nationale avant d'en arriver finalement au Président, ou d'autre part par les mains du Comité des sous-secrétaires avant d'en arriver au Secrétaire d'État, il faut se rappeler qu'il y a toujours le canal administratif régulier indiqué à l'Appendice «B». On ne l'utilise que dans les questions de moindre importance et, de fait, c'est dans cette voie que s'engagent la plupart des questions qui touchent le Canada.

Plusieurs autres unités administratives du Gouvernement, à l'intérieur comme à l'extérieur du Secrétariat d'État, s'intéressent plus ou moins aux affaires canadiennes et certaines d'entre elles ont à leur service des spécialistes des affaires canadiennes, du moins des fonctionnaires qui sont chargés des affaires qui concernent le Canada. C'est ainsi, par exemple, que le conseiller juridique du Secrétariat d'État doit s'occuper des ententes avec le Canada, que le Bureau des affaires économiques du Secrétariat d'État doit s'occuper des questions commerciales et financières qui concernent les deux pays. Le Secrétariat du Trésor et la Federal Reserve Board s'intéressent à la balance des paiements avec le Canada, le Secrétariat du Commerce s'occupe de la structure tarifaire entre les deux pays et le Secrétariat de l'Agriculture s'intéresse de son côté aux questions de production sur les fermes et de mise sur le marché. Il y a des sections qui ressemblent beaucoup aux «pupitres» des affaires canadiennes au Secrétariat du Trésor, au Secrétariat du Commerce, à la Federal Reserve Board et au Directeur des Affaires de sécurité internationale du Secrétariat à la Défense.

L'organisation du Secrétariat à la Défense mérite une attention spéciale en raison de l'étroite collaboration